

PRIVATISATIONS

L'UGTA s'aligne

Prévue en présence du chef du gouvernement, qui a décliné l'invitation "pour des raisons de calendrier", la réunion de coordination des secrétaires généraux des fédérations nationales et de wilaya a tranché en faveur de la privatisation des entreprises publiques.

Abder Bettache - Alger

(Le Soir) - Si, dans la déclaration finale, il ne ressort pas explicitement le soutien de l'UGTA à l'idée de la privatisation du secteur public, il n'en

demeure pas moins que dans la déclaration finale, il est indiqué qu'"à la lumière des expériences en la matière vécues de par le monde, la privatisation, outre ses effets sur l'emploi durable et le travail décent, doit constituer un facteur de consolidation du tissu économique et industriel de mobilisation d'investissements productifs, apporter une technologie et être à l'origine de création de richesses et d'emplois." Cependant, avant cette

tion finale, le secrétaire général de l'UGTA Abdelmadjid Sidi Saïd a tracé, lors de son intervention, les contours de la position finale qu'aura à adopter son organisation. D'emblée, il dira : "Sans démagogie aucune, on ne peut cacher le soleil avec le tamis. La privatisation est là et elle se fera avec nous ou sans nous." "Doit-on, dans ce cas, se bagarrer pour arracher nos droits ou alors rester sans réaction et commencer à pleurnicher ? Je pense que nous n'avons pas le choix. Nous sommes pour une privatisation créatrice d'emplois et de richesses mais jamais contre une privatisation de bradage, voire de containers", a souligné Sidi Saïd. Dans sa déclaration finale sanctionnant cette réunion de coordination, l'UGTA considère, toutefois, que le désengagement économique de l'Etat ne suppose pas son désengagement social. "L'Etat doit renforcer les entreprises publiques stratégiques comme élément moteur du développement économique et social, et les entreprises publiques, qui ont une mission de service public, de mener d'une manière ferme et résolue une lutte permanente et systématique contre la fraude sous toutes ses formes et lutter contre l'écono-

mie informelle avec la participation active de l'UGTA et le patronat", indique-t-on. Toutefois, les secrétaires généraux des fédérations et de wilaya estiment que "les principes essentiels doivent être respectés dans toute action de privatisation des entreprises publiques et qui doivent se résumer en la préservation et la création d'emplois dans les entités privatisées, le maintien et le renforcement de droits sociaux des travailleurs et particulièrement la protection sociale, la mise en place de mécanismes garantissant et codifiant les relations dans le monde du travail, le droit à la négociation collective et le respect de l'exercice du droit syndical". Ces principes sont considérés par l'état-major de l'UGTA comme de garde-fous qui ne "peuvent revêtir de signification véritable que

s'ils s'insèrent dans une démarche fondée préalablement sur le dialogue et la concertation avec le partenaire social afin que chaque acte de partenariat, d'ouverture de capital ou de privatisation s'effectue dans une totale transparence, avec le souci majeur d'un développement économique garantissant la dimension sociale et le maintien de l'activité économique". "Les participants insistent sur les légitimes appréhensions et inquiétudes des travailleurs à l'égard du processus des réformes économiques. Dans ce contexte, il est évident que la paix et la cohésion sociale sont indispensables pour réussir l'effort de redressement économique de notre pays, basé sur l'engagement des pouvoirs publics pour une garantie réelle de la dimension sociale face aux muta-

tions économiques. Pour l'UGTA, ces mutations économiques doivent être génératrices d'un bien social", lit-on dans la déclaration finale. Sur un plan général, la Centrale syndicale à travers son état-major vient de franchir un pas important pour se positionner définitivement sur la question de la privatisation des entreprises publiques. La prochaine plus importante aux yeux d'un plus grand nombre d'observateurs, sera celle de la réunion de la Commission exécutive nationale (CEN), instance suprême entre deux congrès. Ce sont les membres de la CEN qui auront le dernier mot pour trancher la question.

Cette dernière, prévue pour le 24 février prochain, est d'ores et déjà annoncée en grande pompe.

A. B.

PREMIÈRE OPERATION
CONCRETISÉELe groupe Flash rachète
la biscuiterie de Cherchell

La première opération de privatisation d'une entreprise publique a eu lieu mardi dernier lors d'une cérémonie qui a réuni des syndicalistes, à leur tête le secrétaire général de l'UGTA et des responsables du SGP Céréales et des responsables du groupe Eriad Alger. En effet, la cérémonie qui a eu lieu à l'hôtel Mercure d'Alger a été marquée par la signature de l'accord d'achat entre le repreneur, en l'occurrence le groupe Flash, et le groupe Eriad Alger. L'accord stipule que le groupe Flash reprend à hauteur de 90% la biscuiterie de Cherchell en contrepartie de la réalisation d'un investissement croissant dans son activité, du maintien de l'intégrité des effectifs employés et d'un nouveau recrutement. Le contrat, dont le montant n'a pas été rendu public, a été signé par le P-DG du groupe Eriad, M. Saïd Mazidi, et le P-DG du groupe Flash, M. Hacem Boumaraf, en présence du partenaire du groupe Flash et des responsables turcs de l'entreprise Ulker, spécialisée dans la production de biscuits.

A. B.

A QUATRE JOURS DE LA GRÈVE NATIONALE

Le CNES réunit ses troupes

Le Conseil national des enseignants du supérieur (CNES) réunit aujourd'hui ses troupes dans trois régions du pays. Les coordinations régionales du centre, est et ouest auront, lors de cette journée, comme ordre du jour la préparation de la journée nationale de grève prévue le 7 février.

A quatre jours de cette date, les délégués auront pour principale mission d'organiser les actions et mesures à cet effet. Selon le coordinateur national adjoint chargé de la région centre du CNES, M. Cherbal Farid, outre ce point, l'analyse de la situation actuelle des universités est inscrite. Pour la région centre, les délégués des universités

Houari-Boumediene, de Béjaïa, d'Alger, de Boumerdès, de Tizi Ouzou, de l'Ecole normale de Kouba et de l'EPAU seront notamment présents à cette rencontre. Les mesures annoncées dernièrement par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique seront au menu de cette rencontre.

Des mesures considérées par ce syndicat «comme une campagne médiatique menée par la tutelle en vue de tromper l'opinion publique pour lui faire croire qu'on a réglé les problèmes de l'enseignement». Le CNES n'a pas caché sa déception en notant que les mesures adoptées sont loin des

revendications socioprofessionnelles des enseignants. M. Cherbal Farid a, à ce sujet, déclaré dans un entretien accordé au *Soir d'Algérie* dans l'édition du 25 février 2005 que «les vraies revendications socioprofessionnelles ont été discutées lors de la réunion tenue le 22 novembre 2004 avec M. Harraoubia. La plateforme de revendications contient notamment l'augmentation des salaires des enseignants du supérieur, le statut de l'enseignant et du chercheur du supérieur et la gestion démocratique de l'université. J'entends par ce dernier point, l'élection des responsables pédagogiques (doyens et les chefs de département) et,

par la suite, les recteurs».

La grève générale et nationale du 7 février, notons-le, a été décidée après les derniers mouvements qu'a connus la Faculté des sciences politiques et de l'information (ex-ITFC). «C'est après la violation des franchises universitaires et la dégradation de la situation que cette décision a été prise» a rappelé M. Cherbal.

En effet, durant la nuit de 10 au 11 janvier dernier, le doyen avec le quitus du recteur de l'université d'Alger a fait appel aux forces de l'ordre pour faire sortir les étudiants qui se sont regroupés dans l'enceinte de l'ex-ITFC.

A l'origine de cette «dérive», un vaste mouve-

ment de solidarité et de protestation suite à l'arrestation de Merzouk Hamitouche, un étudiant en 3ème année sciences politiques. Une arrestation jugée «abusive». Le CNES, dans un communiqué, a souligné que «la politique de fuite en avant a laissé place au recours à la justice et aux forces de l'ordre, pour incriminer les partenaires sociaux».

Il évoquera, à ce titre, les événements qui se sont produits au niveau des universités de Skikda, de Béjaïa et d'Alger. Selon lui, «l'absence de dialogue et de responsabilité a conduit à la prolifération de la violence dans les campus et les cités universitaires, allant jusqu'au suicide collectif à

l'Université de Sidi-Bel-Abbès». Pour ce syndicat, le recours à la justice et aux forces de sécurité «s'apparente à une démarche d'intimidation qui vise les mouvements de protestation». Les étudiants seront présents pour apporter leurs témoignages à ce sujet.

«Les étudiants des sciences politiques et ceux de Sidi-Bel-Abbès, adhérents seront présents pour que tout le monde soit au même niveau d'information», a noté M. Cherbal.

Les coordinations des trois régions auront aussi à plancher pour l'organisation nationale du syndicat qui aura lieu au courant de ce mois.

Meriem Ouyahia